

Actualité Entreprise

Apprentissage : "Faites confiance à notre jeunesse"

Villers-Écalles

La ministre déléguée à la formation professionnelle et à l'apprentissage invite les entreprises à recruter des jeunes.

"Entreprises, TPE, PME, ETI, grands groupes, faites confiance à notre jeunesse." Sabrina Roubache, ministre déléguée à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'apprentissage était en visite chez Ferrero à Villers-Écalles, vendredi 28 août.

Des étudiants sans contrat

Si elle a commencé la visite en confiant qu'elle adorait le Nutella et le Kinder Bueno, elle venait surtout ici pour interpeller les entreprises. "Nos jeunes ont choisi leur formation pour cette rentrée, ils cherchent encore pour quelques milliers des contrats d'apprentissage."

"Une entreprise a besoin d'un carnet de commandes qui est plein. Elle n'a pas besoin d'argent public"

Oui mais. L'Etat a baissé le montant de l'aide à l'embauche pour les alternances : jusqu'à 5 000 euros pour les entreprises de moins de 250 salariés, 2 000 au-delà. C'est justement le cas de Ferrero. Sabrina Roubache rebondit. Ferrero est "une usine

qui s'engage, qui gagne à être un modèle du genre, surtout dans l'industrie". Et de compléter : "Le nombre d'alternants a réduit, certes, mais il ne s'est pas effondré. Une entreprise a besoin d'un carnet de commandes qui est plein. Elle n'a pas besoin d'argent public."

Une formation, un métier, un avenir

Quant aux organismes de formation, la ministre insiste sur le décret renforçant le référentiel national qualité Qualiopi. Celui-ci a été publié le 4 août dernier et "renforce les exigences applicables aux organismes de formation afin de mieux protéger les apprenants, garantir la qualité des formations et sécuriser les financements publics". Sabrina Roubache assure que des "formations proliféraient et vendaient n'importe quoi à nos jeunes".

Ce qu'ils voient sur les réseaux sociaux, "ça paraît attractif mais ça donne très peu de sorties en emploi". Sabrina Roubache veut "leur parler des métiers qui recrutent, qui vont leur permettre de construire une formation et de construire leur avenir". "Après la massification vient le moment de la régulation. Et la régulation par la qualité, croyez-moi, sera notre salut."

La ministre en visite en pays de Caux souhaite transformer la carte des formations pour correspondre aux besoins des entreprises "qui font vivre nos territoires". Elle ajoute : "Je ne tremble pas et je l'avais



La ministre déléguée à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'apprentissage Sabrina Roubache a choisi Ferrero pour interpeller les entreprises et les inviter à recruter des jeunes

dit : toutes les formations qui sont en dessous de 10% de taux d'insertion, on les ferme." Reste que les jeunes qui ont sui-

vi ces formations sont aujourd'hui sur le marché du travail. Qui est malheureusement bouché.

L'avenir s'obscurcit pour l'ancienne usine Eramet

Sandouville

L'annonce de la suspension du projet GalliCam, par le groupe sud-africain Sibanye-Stillwater, fait craindre une cessation du site.

C'est un nouveau coup dur pour les salariés de l'usine Sibanye-Stillwater (ex-Eramet). Le groupe industriel sud-africain prévoyait pourtant de transformer le site de Sandouville en une unité de production de précurseurs pour matériaux actifs de cathode (pCAM), utilisés par des fabricants de batteries de véhicules électriques, dans le cadre du projet GalliCam. Mais l'avenir s'obscurcit encore un peu plus pour les 104 salariés en poste, eux qui étaient encore 192 début 2025.

"Un projet de cessation totale"

Après des départs volontaires, une rupture conventionnelle collective l'an dernier, et ce alors que l'usine était encore engagée dans une période de recherche et développement pour la transformation de son activité, Sibanye-Stillwater a annoncé, lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire, la suspension du projet GalliCam et "l'ouverture d'un processus de consultation de l'avenir de la raffinerie de Sandouville".

"On a appris un projet de cessation totale et définitive des activités de l'usine de Sandouville, malgré des gains records de plus d'un milliard d'euros sur le premier semestre 2026 à l'échelle du groupe", affirme Nicolas



Un cercueil à l'entrée de l'usine Sibanye-Stillwater à Sandouville. Le projet porté par l'industriel sud-africain a été suspendu, une cessation des activités est à craindre

Quitard, délégué syndical CGT pour Sibanye-Stillwater. "Les premiers départs dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) interviendront dès janvier, la volonté étant de laisser 12 salariés en poste pour assurer la dépollution du site à partir de 2027". En l'absence actuelle de repreneur ayant les reins suffisamment solides, l'avenir de l'usine semble compromis. La direction locale a pourtant rencontré les services du ministère de l'Industrie, de la MIRE (Mission Interministérielle aux restructurations d'industrie). "Le nickel, ça anime ce site depuis 1888. Il y a un savoir-faire unique. C'est 140

ans d'histoire que Sibanye-Stillwater balaie d'un revers de main, poursuit Nicolas Quitard. Tout est déjà à l'arrêt depuis plusieurs mois. On a fait des efforts pour sortir l'usine de la difficulté. Là, on décide d'une fermeture car le projet n'était pas viable, selon le groupe. On paie toutes les erreurs stratégiques de Sibanye-Stillwater."

Pour Emmanuel Leprévost, délégué syndical CFE-CGC et membre du CSE, "le sentiment d'échec domine". Il ajoute : "On le sentait venir. On nous largue comme des chiffons. Les projets menés par Sibanye-Stillwater se soldent par des échecs.

C'est un beau gâchis. Il y a déjà eu de la casse pour réduire la voilure, une centaine de familles va désormais en pâtir. On espère un rebondissement, peut-être au niveau de l'Etat, alors que ce projet était novateur à l'échelle européenne."

"Aucune décision finale n'a été prise à ce stade"

Contactée, la direction de Sibanye-Stillwater dit s'engager "à dialoguer de manière constructive avec les employés et leurs représentants afin d'évaluer la voie la plus durable et la plus constructive pour le site. Aucune décision finale n'a été prise à ce stade." Des actions pour garantir la sécurité des actifs et la conformité réglementaire vont être menées. "Nous sommes conscients que cette situation peut créer des inquiétudes chez nos employés et nos collègues de longue date qui travaillent depuis plusieurs années au redéveloppement du site. Je tiens à les rassurer : nous travaillerons en étroite collaboration avec les représentants des salariés afin d'identifier les meilleures solutions possibles et de limiter autant que possible l'impact de cette situation", déclare Richard Stewart, le PDG de Sibanye-Stillwater. Une action des syndicats est en réflexion. En début de semaine prochaine, un nouveau CSE extraordinaire et une réunion pour trouver un accord de méthode entre direction et syndicats sont programmés.

Luc Gallais